



SERVICE DE PRESSE

Palais de l'Élysée, le lundi 26 août 2024

COMMUNIQUÉ

Le Président de la République a reçu vendredi 23 août et lundi 26 août, en vue de la nomination d'un Premier ministre, les responsables des partis représentés au Parlement ainsi que les Présidents des deux chambres. Les échanges ont été loyaux, sincères et utiles.

Il les a reçus dans son rôle constitutionnel d'arbitre, garant de la stabilité institutionnelle et de l'indépendance de la Nation.

Au terme des consultations, le Président de la République a constaté qu'un gouvernement sur la base du seul programme et des seuls partis proposés par l'alliance regroupant le plus de députés, le Nouveau Front Populaire, serait immédiatement censuré par l'ensemble des autres groupes représentés à l'Assemblée nationale. Un tel gouvernement disposerait donc immédiatement d'une majorité de plus de 350 députés contre lui, l'empêchant de fait d'agir. Compte tenu de l'expression des responsables politiques consultés, la stabilité institutionnelle de notre pays impose donc de ne pas retenir cette option.

Les échanges avec le groupe LIOT et les partis EPR, MODEM, Horizons, les Radicaux et UDI ont dessiné des voies de coalition et de travail commun possibles entre différentes sensibilités politiques. Ces groupes se sont montrés ouverts à soutenir un gouvernement dirigé par une personnalité qui ne serait pas issue de leurs rangs. Le Parti socialiste, les écologistes et les communistes n'ont à ce stade pas proposé de chemins pour coopérer avec les autres forces politiques. Il leur appartient désormais de le faire. La Droite Républicaine a défini ses lignes rouges, détaillé son pacte législatif sans s'engager à un vote du budget ni à un soutien ou une participation au gouvernement.

Dès demain mardi 27 août un nouveau cycle de consultations avec les responsables des partis et des personnalités se distinguant par l'expérience du service de l'État et de la République reprendra. En ce temps inédit dans la Vème République, où les attentes des Françaises et des Français sont fortes, le Chef de l'État appelle l'ensemble des responsables politiques à se hisser à la hauteur du moment en faisant preuve d'esprit de responsabilité.

Le Président de la République déclare : « Ma responsabilité est que le pays ne soit ni bloqué, ni affaibli. Les partis politiques de gouvernement ne doivent pas oublier les circonstances exceptionnelles d'élection de leurs députés au second tour des législatives. Ce vote les oblige. »